

**ACCORD DE COOPERATION TECHNIQUE ENTRE  
LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, FRANCE  
ET  
LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE GUANAJUATO, MEXIQUE**

Représentés par :

**Vincent Feltesse**

Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux

**Michel Sainte Marie**

Vice-président de la Communauté Urbaine de Bordeaux  
chargé des relations internationales et de la coopération

et

**Juan Manuel Oliva Ramírez**

Gouverneur Constitutionnel de l'Etat de Guanajuato

**Héctor Germán René López Santillana**

Secrétaire du Gouvernement de l'Etat de Guanajuato

Ci-après « Les parties »

**Les témoins d'honneur :**

***Elia Hernández Núñez***, Présidente de la Commission Spéciale des Zones Métropolitaines de la LXI Législature du Congrès de l'Etat de Guanajuato ;

***Nicéforo Alejandro de Jesús Guerrero Reynoso***, Président Municipal de Guanajuato ;

***Francisco Ricardo Sheffield Padilla***, Président Municipal de León ;

***Abraham Collazo Dimas***, Président Municipal de Purísima del Rincón ;

***Jaime Verdín Saldaña***, Président Municipal de San Francisco del Rincón ; et

***Juan Roberto Tovar Torres***, Président Municipal de Silao.

## **PRÉCÉDENTS :**

**1.** La Région française d'Aquitaine présente un tissu industriel riche et innovant en comprenant des secteurs de pointe et de haute technologie. Constituant le cœur de l'Aquitaine, la métropole bordelaise est située sur l'Arc Atlantique et dans le plus grand estuaire européen, la plaçant ainsi au centre des échanges européens, nord-sud/est-ouest.

**2.** L'Etat de Guanajuato compte 5 486 372 habitants et 5 zones métropolitaines constituées de façon formelle. Il se distingue notamment par sa densité de sa population, son importance économique et sa situation géographique. Avec près de 1.8 millions d'habitants, la Zone Métropolitaine de León, est localisée dans le couloir industriel principal du Bajío. Elle regroupe les communes de León, Purísima del Rincón, San Francisco del Rincón et Silao.

**3.** La commune de Guanajuato, limitrophe de la zone métropolitaine de León, compte 171 709 habitants. Aujourd'hui, elles constituent ensemble une unité géographique, économique et sociale, dans laquelle existent une certaine interaction et interdépendance des activités sociales, économiques, universitaires, de santé et professionnelles, permettant d'envisager une planification régionale. Par ailleurs, tout comme Bordeaux, la ville de Guanajuato, a été reconnue Patrimoine culturel de l'humanité par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (en anglais UNESCO, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization).

**4.** Pour sa part, la Communauté urbaine de Bordeaux est un établissement public de coopération intercommunale (*EPCI*), dont les compétences principales reposent sur le développement économique, la gestion et l'assainissement de l'eau, le traitement des déchets, le développement urbain et la planification urbanistique, et la politique des transports.

Des relations ont été établies entre la CUB, l'État de Guanajuato et les communes constituant la zone métropolitaine de León par l'intermédiaire de l'IPLANEG, sur la base d'échanges de leurs expériences respectives dans la gestion de leurs compétences. Initiées en 2008, ces relations sont fortement soutenues par l'Ambassade de France au Mexique et les pouvoirs exécutif et législatif au niveau de l'État et de l'entité fédérale. Pour ces raisons, les acteurs précités souhaitent convenir d'un accord de coopération technique sur la base d'actions de coopération décentralisée et d'échange de connaissances en matière de planification et d'exécution de projets dans les domaines de la mobilité, de l'architecture, de la culture, de l'administration, de la communication...

**CONSIDERANT :**

L'existence de liens d'amitié et de coopération entre le Mexique et la France ;

**VU:**

- I. La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République Française (loi « ATR »), qui reconnaît aux collectivités locales l'autorisation de mener des actions internationales ;
- II. La Loi du 2 février 2007 sur l'Action Externe des Gouvernements Locaux (Loi Thiollière), renforçant la loi de 1992 et retirant les obstacles juridiques dans l'action internationale des collectivités territoriales ;
- III. Les orientations prioritaires de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), définies par la délibération No. 15823 du 6 mai 2010;
- IV. La Constitution Politique des Etats-Unis mexicains reconnaissant l'Etat de Guanajuato comme partie intégrante de la Fédération ;
- V. La Loi sur la Signature de Traités indiquant les pré-requis pour la signature d'accords en cohérence avec les sujets de droit international public ;
- VI. La Constitution Politique de l'Etat de Guanajuato donnant compétence au Gouverneur pour signer des accords ;
- VII. La loi Organique du Pouvoir Exécutif pour l'Etat de Guanajuato, déterminant les formalités pour que le Gouverneur signe des accords ;
- VIII. La Convention de la Constitution de la Zone Métropolitaine de León signée entre le Titulaire du Pouvoir Exécutif de l'Etat et les Municipalités de Silao, San Francisco del Rincón, Purísima del Rincón et León, et publiée au Journal Officiel du Gouvernement de l'Etat No. 83, Troisième Partie, en date du 23 mai 2008 ;
- IX. La déclaration de la Zone Métropolitaine de León émise par le titulaire du Pouvoir Exécutif de l'Etat au moyen du Décret du Gouvernement Numéro 72, publié au Journal Officiel du Gouvernement de l'Etat No. 83, Troisième Partie, en date du 23 mai 2008 ; et

- X.** Le Conseil pour le Développement des Zones Métropolitaines de l'Etat de Guanajuato, organisme collégial proposant des critères, des politiques, des programmes et des actions intégrales pour les zones métropolitaines dans l'entité, constituée par le Décret du Gouvernement Numéro 274, publié au Journal Officiel du Gouvernement de l'Etat No. 48, Deuxième Partie, en date du 25 mars 2011.

En raison de ce qui précède et conscientes de l'importance d'un dialogue des cultures et d'un échange d'expériences, les parties présentes souscrivent au présent accord de coopération technique en vertu de ce qui suit :

## **CLAUSES**

### **Objet**

**Première.** Les Parties conviennent d'établir un cadre favorable pour la réalisation d'actions de coopération décentralisée qui contribuent au développement de la Zone Métropolitaine de León, la municipalité de Guanajuato et la Communauté Urbaine de Bordeaux, selon leurs moyens et capacités. L'objet général de cette coopération portera sur « l'intégration métropolitaine comme facteur de développement du territoire ».

### **Cadres de l'action et de la collaboration**

**Deuxième.** Les actions coopération décentralisée seront effectuées dans les cadres énoncés ci-dessous :

- I. Stratégie de développement des métropoles : gouvernance, fonctionnement, prospective (fiche action 1);
- II. Gestion de projets urbains et planification (fiche action 2)
- III. Coopération technique pour l'élaboration de projets dans les domaines suivants :
  - a. **Transports et mobilité** : dans le cadre de la mise en place d'un projet de tram-train et d'un plan de mobilité (fiche action 3) ;
  - b. **Services urbains** : Eau et assainissement (fiche action 4) / déchets (fiche action 5) (un plan pour la gestion des résidus solides) ;
  - c. **Culture et patrimoine** : Patrimoine culturel et urbano-architectural, projet de « musée de l'identité » de la Zone Métropolitaine de León, en collaboration avec Arc en Rêve, ainsi que la participation à des événements culturels (fiche action 6); et

**IV. Ingénierie financière et études préalables**, ainsi que stratégies de gestion des ressources pour l'exécution des projets (fiche action 7).

Les actions de coopération décentralisée et d'échanges d'expériences pourront être réduites ou élargies par la présente clause après accord des parties.

**Domaines d'impulsion**

**Troisième.** Les parties conviennent d'inscrire leurs actions dans une perspective de développement durable en tenant compte des dimensions sociales, culturelles et écologiques de la Communauté Urbaine de Bordeaux, de la Zone Métropolitaine de León et de la Municipalité de Guanajuato, et en cherchant à stimuler :

- I. La consolidation des pratiques démocratiques et des libertés locales des parties ;
- II. Le développement d'une expertise méthodologique et de conduite de projets ;
- III. Une assistance technique des parties dans la réalisation des projets pluriannuels ;
- IV. Le développement de l'intercommunalité et de la métropolisation ; et
- V. La promotion d'échanges économiques.

**Frais**

**Quatrième.** Les parties conviennent que la réalisation de l'objet du présent accord ne génèrera que les frais suivants :

- I. les billets d'avion ;
- II. les frais de déplacement et de séjour comprenant l'hébergement, les repas, les transferts, les soins médicaux et les frais directement liés au projet ;
- III. les services de traduction et d'interprétariat ; et
- IV. Les actions de communication sur les projets et actions de coopération décentralisée.

Les frais de billets d'avion et de soins médicaux seront à la charge de la partie qui se déplace, les frais de déplacement et de séjour, ainsi que les services de traduction et d'interprétariat seront à la charge de la partie qui fera office d'hôte et les frais de communication seront couverts par les deux parties.

**Rétributions des participants**

**Cinquième.** Les parties conviennent que les personnes impliquées dans la réalisation des actions de l'accord ne recevront que les salaires ou honoraires convenus avec la partie qui les a nommées, et ne recevront donc pas de rétribution, émolument ni compensation d'aucune sorte pour leurs prestations de services à cette fin.

**Moyens de financement**

**Sixième.** Les parties conviennent de rechercher des possibilités de financement provenant des secteurs public et privé pour la réalisation du présent accord.

La Communauté Urbaine de Bordeaux s'engage à rechercher les possibilités de financement principalement auprès de l'Union Européenne, du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Association Française pour le Développement et de tout autre organisme pouvant être concerné par la thématique du projet.

**Volontariat International**

**Septième.** Les parties pourront avoir recours au soutien du volontariat international dans la réalisation de l'objet du présent accord.

**Fiches d'Action ou de Projet**

**Huitième.** Les projets qui sont générés dans le cadre du présent accord seront contenus dans des « *Fiches action ou de projet* », lesquelles comprendront au moins les informations suivantes :

- I. Définition du projet ou de l'action ;
- II. Nom des référents du projet ou de l'action ;
- III. Modalités de mise en oeuvre ;
- IV. Description des difficultés que le projet peut générer ;
- V. Etapes et lieux d'élaboration du projet ;
- VI. Conditions de financement ;
- VII. Mécanismes de contrôle et de surveillance ;
- VIII. Modalités de suivi et d'évaluation ; et
- IX. Résultats.

**Neuvième.**

Un groupe de projet technique mis en place dans chaque partie sera composé des représentants et acteurs qui garantissent le suivi et l'évaluation des actions programmées.

**Document de Travail**  
**Convention entre la Communauté Urbaine**  
**de Bordeaux et Guanajuato (Zone Métropolitaine de León)**

**Propriété Intellectuelle**

**Dixième.** Les produits ou données générés lors de la réalisation du présent accord seront la propriété des parties à parts égales, selon les termes des législations applicables.

**Réunions de travail**

**Onzième.** Les parties tiendront annuellement un séminaire de travail d'une durée minimum de six jours, au cours duquel seront abordés les thèmes dont les parties auront préalablement convenus pour le suivi et l'évaluation des actions de coopération (réalisation de visites techniques, panels, ateliers, conférences, tables rondes...).

Le siège des échanges alternera entre la France et le Mexique.

Par ailleurs, lorsqu'elles le jugeront nécessaires, les parties pourront organiser les réunions à caractère technique pour contribuer à l'avancée des projets et actions faisant l'objet du présent accord.

**Comité de Suivi de l'Accord**

**Douzième.** Le suivi, le contrôle, la supervision du présent accord seront confiés à la charge du Comité de Suivi de l'Accord, qui sera composé de :

- I. Un représentant de la Cub;
- II. Un représentant de l' A'Urba;
- III. Un représentant d'Arc en Rêve;
- IV. Un représentant du Secrétariat du Gouvernement du gouvernement de l'Etat de Guanajuato ;
- V. Un représentant du Secrétariat des Finances et de l'Administration du gouvernement de l'Etat de Guanajuato;
- VI. Un représentant de la Commission de Conurbation ;
- VII. Un représentant des municipalités qui composent la Zone Métropolitaine de León ; et
- VIII. Un représentant de l'IPLANEG.

La structure, l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Comité de Suivi de l'Accord seront établis entre les parties. A minima celui-ci se réunira lors de chaque rencontre annuelle.

**Coordination entre les parties**

**Treizième.** Les parties s'engagent à se coordonner et à partager les informations concernant la mise en œuvre des actions de coopération, en s'aidant des moyens de communication disponibles.

**Diffusion de l'Accord**

**Quatorzième.** Les parties diffuseront les actions faisant l'objet du présent accord par l'intermédiaire des mécanismes de diffusion qu'elles jugeront adéquats.

Par ailleurs, elles s'engagent à publier conjointement un bulletin d'information, tous les six mois, selon les termes convenus par les parties.

**Indicateurs et évaluation**

**Quinzième.** Les organes délibérants de chaque collectivité auront la possibilité d'évaluer les moyens humains, techniques et financiers que nécessitera la mise en œuvre du programme d'actions. Une évaluation annuelle des programmes sera effectuée sur la base d'indicateurs définis en commun et fera l'objet d'une communication aux instances délibérantes. Les parties conviennent que les indicateurs qui serviront à l'évaluation des résultats du présent accord sont les suivants :

- I. L'établissement du comité de suivi ;
- II. Une rencontre annuelle ;
- III. Les actions convenues ; et
- IV. L'organisation de stages/formations.

**Soumission aux dispositions légales**

**Seizième.** Les parties s'engagent à soumettre la réalisation des engagements contenus dans le présent accord aux dispositions, traités et normes relatifs et applicables du droit international public.

**Règlement des litiges**

**Seizième. bis.** Les deux parties s'engagent à régler, dans la mesure du possible, les litiges susceptibles d'intervenir, à l'amiable.

**Modifications**

**Dix-septième.** Les modifications ou incorporations effectuées concernant le présent accord feront partie d'un document séparé qui, une fois signé par les parties, fera partie intégrante du présent accord.

**Résolution en cas de doute ou de controverse**

**Dix-huitième.** Les parties conviennent qu'en cas de doute ou de controverse dans l'interprétation du présent accord, ce/cette dernier/ère sera résolu/e par le Comité de Suivi de l'Accord.

**Résiliation anticipée**

**Dix-neuvième.** Le présent accord pourra être résilié de façon anticipée par consentement des parties.

**Validité**

**Vingtième.** Le présent accord entrera en vigueur à partir de sa signature et aura une durée de trois ans (oct. 2011, 2012, 2013, oct. 2014), renouvelable par délibération si les parties le décident.

*Document de Travail*  
**Convention entre la Communauté Urbaine  
de Bordeaux et Guanajuato (Zone Métropolitaine de Léon)**

Les parties, ayant été informées de sa portée, de son contenu et de sa force juridique, signent le présent accord inter-institutionnel dans le cadre de la coopération décentralisée à Bordeaux, France, le

**Pour la France :**

---

**Vincent Feltesse**

Président de la Communauté Urbaine de  
Bordeaux, France

---

**Michel Sainte Marie**

Vice-président chargé des relations  
internationales  
et de la coopération de la Communauté  
Urbaine de Bordeaux

**Pour l'Etat de Guanajuato:**

---

**Juan Manuel Oliva Ramírez**  
Gouverneur Constitutionnel de  
l'Etat de Guanajuato

---

**Héctor Germán René López Santillana**  
Secrétaire du Gouvernement de l'Etat de  
Guanajuato

**TEMOINS D'HONNEUR**

**Elia Hernández Núñez**  
Présidente de la Commission Spéciale des Zones Métropolitaines  
de la LXI Législature du Congrès de l'Etat de Guanajuato

|  |   |
|--|---|
| <b>Nicéforo Alejandro de Jesús Guerrero Reynoso</b><br>Président Municipal de Guanajuato | <b>Gabino Carbajo Zuñiga</b><br>Secrétaire de la Municipalité             |
| <b>Francisco Ricardo Sheffield Padilla</b><br>Président Municipal de León                | <b>Mayra Angélica Enríquez Vanderkam</b><br>Secrétaire de la Municipalité |
| <b>Abraham Collazo Dimas</b><br>Président Municipal de Purísima del Rincón               | <b>Arturo Sandoval Viurquez</b><br>Secrétaire de la Municipalité          |
| <b>Jaime Verdín Saldaña</b><br>Président Municipal de San Francisco del Rincón           | <b>Jaime Verdín Saldaña</b><br>Secrétaire de la Municipalité              |
| <b>Juan Roberto Tovar Torres</b><br>Président Municipal de Silao                         | <b>José Juan Contreras Torres</b><br>Secrétaire de la Municipalité        |

**ACUERDO DE COOPERACIÓN TÉCNICA ENTRE  
LA COMUNIDAD URBANA DE BURDEOS, FRANCIA  
Y  
EL GOBIERNO DEL ESTADO DE GUANAJUATO, MÉXICO**

**Representados por:**

**Vincent Feltesse**

Presidente de la Comunidad Urbana de Burdeos

Asistido por

**Michel Sainte Marie**

Vicepresidente a cargo de las relaciones internacionales  
y de la cooperación de la Comunidad Urbana de Burdeos

y

**Juan Manuel Oliva Ramírez**

Gobernador Constitucional del Estado de Guanajuato

Asistido por

**Héctor Germán René López Santillana**

Secretario de Gobierno del Estado de Guanajuato

En lo sucesivo «Las partes»

**Los testigos de honor:**

**Elia Hernández Núñez**, Presidenta de la Comisión Especial de Zonas Metropolitanas de la LXI Legislatura del Congreso del Estado de Guanajuato;

**Nicéforo Alejandro de Jesús Guerrero Reynoso**, Presidente Municipal de Guanajuato;

**Francisco Ricardo Sheffield Padilla**, Presidente Municipal de León;

**Abraham Collazo Dimas**, Presidente Municipal de Purísima del Rincón;

**Jaime Verdín Saldaña**, Presidente Municipal de San Francisco del Rincón; y

**Juan Roberto Tovar Torres**, Presidente Municipal de Silao.

## **ANTECEDENTES:**

1. La Región francesa de Aquitania cuenta con un rico e innovador tejido industrial y comprende sectores punteros y de alta tecnología, albergando a la metrópoli bordelesa, situada en el Arco Atlántico y en el estuario más amplio de toda Europa, lo que la coloca en el centro de los intercambios europeos, norte-sur/este-oeste, constituyendo el núcleo principal de la señalada región.

2. El Estado de Guanajuato cuenta con 5 millones 486 mil 372 habitantes y con 5 zonas metropolitanas formalmente constituidas, entre las cuales destaca por su densidad poblacional, importancia económica y ubicación geográfica la Zona Metropolitana de León con cerca de 1.8 millones de habitantes, localizada en el principal corredor industrial del Bajío, agrupando a los municipios de León, Purísima del Rincón, San Francisco del Rincón y Silao.

3. El municipio de Guanajuato colinda con la Zona Metropolitana de León, cuenta con 171 mil 709 habitantes, y que a la fecha han formado una unidad geográfica, económica y social, en donde existe una interacción e interdependencia de actividades sociales, económicas, académicas, de salud y laborales, que conlleva a pensar en tener una planeación de carácter regional e integral, tomando en consideración además, que la ciudad de Guanajuato, al igual que Burdeos, se encuentran reconocidas como Patrimonio Cultural de la Humanidad por la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (por sus siglas en inglés United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization –UNESCO-).

4. Por su parte, la Comunidad Urbana de Burdeos es un Establecimiento Público de Cooperación Intercomunal (EPCI), cuyas principales competencias descansan en el desarrollo económico, la gestión y saneamiento del agua, el tratamiento de residuos, el desarrollo urbano y el planeamiento urbanístico, y la política de transportes, las cuales constituyeron la base para el inicio de las relaciones entre el Estado de Guanajuato, a través del IPLANEG, los municipios que conforman la Zona Metropolitana de León y el Municipio de Guanajuato, al ser el motivo de intercambio de experiencias en el manejo de sus competencias. Relación que inició desde el año 2008 y que cuenta con el apoyo de la Embajada de Francia en México y los Poderes Ejecutivo y Legislativo Estatal y Federal, por lo que desean acordar establecer una cooperación técnica conjunta, mediante el otorgamiento de asesorías e intercambio de conocimientos en materia de planeación y ejecución de proyectos de interés en materia de comunicaciones, arquitectura, administración, planeación, cultura, etc.

**C O N S I D E R A N D O :**

- I. La existencia de vínculos de amistad y de cooperación entre México y Francia;
- II. La Ley del 6 de febrero del 1992 sobre la Administración Territorial de la República Francesa (ley "ATR"), que autoriza a las colectividades locales la realización de acciones internacionales;
- III. La Ley del 2 de febrero de 2007 sobre la Acción Externa de los Gobiernos Locales (Ley Thiollière), que amplía la ley de 1992 y elimina los obstáculos jurídicos en la acción internacional de las colectividades territoriales;
- IV. Las directrices prioritarias de la Comunidad Urbana de Burdeos (CUB), definidas por deliberación No. 15823 del 6 de mayo de 2010;
- V. La Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos reconoce al Estado de Guanajuato como parte integrante de la Federación;
- VI. La Ley sobre la Celebración de Tratados dispone los requisitos para la celebración de acuerdos con los sujetos de derecho internacional público;
- VII. La Constitución Política para el Estado de Guanajuato faculta al Gobernador a celebrar acuerdos;
- VIII. La Ley Orgánica del Poder Ejecutivo para el Estado de Guanajuato, determina las formalidades para que el Gobernador celebre acuerdos;
- IX. El Convenio de Constitución de la Zona Metropolitana de León celebrado entre el Titular del Poder Ejecutivo del Estado y los Ayuntamientos de Silao, San Francisco del Rincón, Purísima del Rincón y León, publicado en el Periódico Oficial del Gobierno del Estado No. 83, Tercera Parte, de fecha 23 de mayo del 2008;
- X. La declaración de la Zona Metropolitana de León emitida por el titular del Poder Ejecutivo del Estado por medio del Decreto Gubernativo Número 72, publicado en el Periódico Oficial del Gobierno del Estado No. 83, Tercera Parte, de fecha 23 de mayo del 2008; y
- XI. El Consejo para el Desarrollo de las Zonas Metropolitanas en el Estado de Guanajuato es un cuerpo colegiado que propone criterios, políticas, programas y acciones integrales para las

zonas metropolitanas en la Entidad, constituido por Decreto Gubernativo Número 274, publicado en el Periódico Oficial del Gobierno del Estado No. 48, Segunda Parte, de fecha 25 de marzo del 2011.

En razón a lo anterior y conscientes de la importancia de un diálogo de culturas e intercambio de experiencias, las partes presentes suscriben el presente acuerdo de cooperación técnica bajo las siguientes:

## C L A U S U L A S

### **Objeto**

**Primero.** Las Partes acuerdan establecer las bases de colaboración para el otorgamiento de asesorías y la ejecución de acciones de integración y coordinación que incidan en el desarrollo de la Zona Metropolitana de León, el municipio de Guanajuato y la Comunidad Urbana de Burdeos, en atención a sus medios y capacidades. El objeto general de esta cooperación se basará en «la integración metropolitana como factor de desarrollo del territorio».

### **Ámbitos de acción y colaboración**

**Segunda.** Las acciones de colaboración y asesorías comprenderán los ámbitos que a continuación se enuncian:

- I. Estrategia de desarrollo de las metrópolis: gobernanza, funcionamiento, prospectiva (ficha acción 1).;
- II. Gestión de proyectos urbanos y planificación (ficha acción 2);
- III. Cooperación técnica para la elaboración de proyectos en las siguientes áreas:
  - a. **Transportes y movilidad:** Mediante la generación de un proyecto de tranvía-tren y un plan de movilidad (ficha acción 3).;
  - b. **Servicios urbanos:** Agua y saneamiento (ficha acción 4). y un plan para el manejo de residuos sólidos (ficha acción 5).;
  - c. **Cultura y patrimonio:** Patrimonio cultural y urbano-arquitectónico, proyecto para la instalación del museo sobre la identidad de la Zona Metropolitana de León, en colaboración con Arc en Rêve, así como la participación en eventos culturales (ficha acción 6); y

- IV.** Análisis de mercado e ingeniería financiera, así como estrategias de gestión de recursos para la ejecución de las iniciativas y los proyectos (ficha acción 7).

Las acciones de colaboración y asesoría acordadas en la presente cláusula podrán reducirse o ampliarse previo acuerdo de las partes.

**Áreas de impulso**

**Tercera.** Las partes acuerdan ejecutar sus acciones en un marco de desarrollo sostenible teniendo en cuenta las dimensiones sociales, culturales y medio ambientales de la Comunidad Urbana de Burdeos, la Zona Metropolitana de León y el Municipio de Guanajuato, buscando impulsar:

- I.** La consolidación de las prácticas democráticas y de las libertades locales de las partes;
- II.** El desarrollo de una capacidad metodológica y de dirección de proyectos de las partes;
- III.** Una asistencia técnica de las partes en la realización de proyectos plurianuales;
- IV.** El desarrollo de la intermunicipalidad y de la metropolización; y
- V.** La promoción de intercambios económicos de inversionistas y empresas.

**Conceptos de gasto**

**Cuarta.** Las partes acuerdan que el cumplimiento del objeto del presente acuerdo únicamente generarán los siguientes conceptos de gasto:

- I.** Boletos de avión;
- II.** Gastos de desplazamiento y estancia que incluyen hospedaje, alimentos, traslados, atención médica y los que directamente se relacionen con el proyecto;
- III.** Servicios de traducción e intérprete; y
- IV.** Mecanismos de difusión de los proyectos y asesorías.

Los gastos de boletos avión y los gastos de atención médica correrán a cargo de la parte que se desplaza, los gastos de desplazamiento y de estancia, así como los servicios de traducción e intérprete, correrán a cargo de la parte que funja como anfitrión y los gastos de difusión serán cubiertos por ambas partes.

**Retribuciones a los participantes**

**Quinta.** Las partes acuerdan que las personas involucradas en el cumplimiento del objeto del presente acuerdo solamente recibirán los salarios u honorarios pactados con la parte que los designe,

por lo que no recibirán retribución, emolumento o compensación alguna por los servicios que presten para tal efecto.

***Medios de financiación***

**Sexta.** Las partes acuerdan buscar posibilidades de financiación provenientes de los sectores público, social y privado para el cumplimiento del presente acuerdo.

La Comunidad Urbana de Burdeos se compromete a buscar las posibilidades de financiación que ofrecen principalmente la Unión Europea, el Ministerio de Asuntos Extranjeros, la Asociación Francesa para el Desarrollo y cualquier otro atendiendo al proyecto de que se trate.

***Voluntariado Internacional***

**Séptima.** Las partes podrán recurrir al apoyo del voluntariado internacional en el cumplimiento del objeto del presente acuerdo.

***Fichas de Acción o Proyecto***

**Octava.** Los proyectos que se generen en cumplimiento del presente acuerdo se contendrán en *Fichas de acción o proyecto*, las cuales contendrán por lo menos la siguiente información:

- I. Definición del proyecto o acción;
- II. Grupo de proyecto responsable;
- III. Modalidades de implementación;
- IV. Descripción de dificultades que puede generar el proyecto;
- V. Etapas y plazos de elaboración del proyecto;
- VI. Condiciones de financiación;
- VII. Mecanismos de control y vigilancia;
- VIII. Modalidades de seguimiento y evaluación; y
- IX. Resultados.

**Novena.**

Un grupo de proyecto técnico establecido en cada parte estará integrado por los representantes y actores que garanticen el seguimiento y la evaluación de las acciones programadas.

**Propiedad Intelectual**

**Décima.** Los productos o insumos que se generen en cumplimiento del presente acuerdo serán propiedad de las partes en proporciones iguales, en los términos de las legislaciones aplicables.

**Reuniones de trabajo**

**Décima Primera.** Las partes realizarán anualmente una reunión de trabajo con una duración mínima de seis días, en donde se abordarán los temas que previamente acuerden las partes para seguimiento y evaluación de los proyectos de cooperación, la realización de visitas técnicas, seminarios, paneles, talleres, conferencias, mesas redondas, o bien aquellos temas o actividades que las partes acuerden.

La sede de las reuniones se alternará en el territorio de Francia o de México.

Además de la reunión anual, las partes podrán celebrar las reuniones de carácter técnico que estimen convenientes para el desarrollo de los proyectos y acciones materia de este acuerdo.

**Comité de Seguimiento del Acuerdo**

**Décima Segunda.** El seguimiento, vigilancia y supervisión de este acuerdo estará a cargo del Comité de Seguimiento del Acuerdo, el cual estará integrado por:

- I. Un representante de la Cub;
- II. Un representante de l' A'Urba;
- III. Un representante d' Arc en Rêve;
- IV. Un representante de la Secretaría de Gobierno;
- V. Un representante de la Secretaría de Finanzas y Administración;
- VI. Un representante de la Comisión de Conurbación;
- VII. Un representante de los municipios que conforman la Zona Metropolitana de León; y
- VIII. Un representante del IPLANEG.

La estructura, la organización, las atribuciones y el funcionamiento del Comité de Seguimiento del Acuerdo serán establecidos entre las partes. El susodicho comité se reunirá como mínimo durante cada encuentro anual.

**Coordinación entre las partes**

**Décima Tercera.** Las partes se comprometen a coordinarse y compartir la información relacionada con la implementación de las acciones de cooperación, auxiliándose de los medios de comunicación disponibles.

**Documento de Trabajo  
Convenio entre la Comunidad Urbana  
de Burdeos y Guanajuato (Zona Metropolitana de Leon)**

***Difusión del Acuerdo***

**Décima Cuarta.** Las partes difundirán las acciones objeto del presente acuerdo a través de los mecanismos de difusión que estimen convenientes.

Se comprometen además a publicar conjuntamente un boletín informativo, cada seis meses, en los términos que aprueben las partes.

***Indicadores y evaluación***

**Décima Quinta.** Los órganos deliberativos de cada colectividad tendrán la posibilidad de evaluar los medios humanos, técnicos y financieros necesarios para la puesta en marcha del programa de acciones.

Se efectuará una evaluación anual de los programas en base a los indicadores definidos en común, que será comunicada a los órganos deliberativos.

Las partes acuerdan que los indicadores que servirán para la evaluación de los resultados del presente acuerdo son los siguientes:

- I. El establecimiento del comité de seguimiento;
- II. Un encuentro anual;
- III. Las acciones acordadas; y
- IV. La organización de prácticas/formaciones.

***Sujeción a las disposiciones legales***

**Décima Sexta.** Las partes se comprometen a sujetar el cumplimiento de los compromisos contenidos en el presente acuerdo a las disposiciones, tratados y normas relativas y aplicables del derecho internacional público.

***Resolución de litigios***

**Décima Sexta bis.** Las partes se comprometen a resolver, en la medida de lo posible, los litigios susceptibles de intervenir, de forma amistosa.

***Modificaciones***

**Décimo Séptima.** Las modificaciones o incorporaciones que se realicen al presente acuerdo constarán en documento distinto el que una vez suscrito por las partes formará parte integral del presente acuerdo.

***Resolución en caso de duda o controversia***

**Décimo Octava.** Las partes acuerdan que en caso de duda o controversia en la interpretación del presente acuerdo será resuelta por el Comité de Seguimiento del Acuerdo.

***Terminación anticipada***

**Décimo Novena.** El presente acuerdo podrá terminarse anticipadamente por consentimiento de las partes.

**Documento de Trabajo**  
**Convenio entre la Comunidad Urbana**  
**de Burdeos y Guanajuato (Zona Metropolitana de Leon)**

**Vigencia**

**Vigésima.** La vigencia del presente acuerdo comenzará a partir de su firma y tendrá una duración de tres años, (oct. 2011, 2012, 2013, oct.2014), prorrogables por acuerdo previo de las partes.

Enteradas las partes, del alcance, contenido y fuerza legal, suscriben el presente acuerdo interinstitucional en el ámbito de la cooperación descentralizada en la ciudad de Burdeos, Francia, a los

**Por Francia:**

---

**Vincent Feltesse**

Presidente de la Comunidad Urbana de  
Burdeos, Francia

---

**Michel Sainte Marie**

Vicepresidente a cargo de las relaciones  
internacionales  
y de la cooperación de la Comunidad Urbana  
de Burdeos

**Por el Estado de Guanajuato:**

---

**Juan Manuel Oliva Ramírez**  
Gobernador Constitucional del  
Estado de Guanajuato

---

**Héctor Germán René López Santillana**  
Secretario de Gobierno del Estado de  
Guanajuato

**TESTIGOS DE HONOR**

**Elia Hernández Núñez**  
Presidenta de la Comisión Especial de Zonas Metropolitanas  
de la LXI Legislatura del Congreso del Estado de Guanajuato

|   |  |
|---|--|
| <b>Nicéforo Alejandro de Jesús Guerrero Reynoso</b><br>Presidente Municipal de Guanajuato | <b>Gabino Carbajo Zuñiga</b><br>Secretario del H. Ayuntamiento             |
| <b>Francisco Ricardo Sheffield Padilla</b><br>Presidente Municipal de León                | <b>Mayra Angélica Enríquez Vanderkam</b><br>Secretaria del H. Ayuntamiento |
| <b>Abraham Collazo Dimas</b><br>Presidente Municipal de Purísima del Rincón               | <b>Arturo Sandoval Viurquez</b><br>Secretario del H. Ayuntamiento          |
| <b>Jaime Verdín Saldaña</b><br>Presidente Municipal de San Francisco del Rincón           | <b>Jaime Verdín Saldaña</b><br>Secretario del H. Ayuntamiento              |
| <b>Juan Roberto Tovar Torres</b><br>Presidente Municipal de Silao                         | <b>José Juan Contreras Torres</b><br>Secretaria del H. Ayuntamiento        |

**ANNEXES**  
**FICHES « ACTION »**

**Action 1** : Stratégie de développement des métropoles : gouvernance, fonctionnement, prospective

Sous l'impulsion du Président Calderón, les mexicains se sont en effet engagés depuis quelques années dans un processus de métropolisation et d'intercommunalité. L'état du Guanajuato fait figure de pionnier sur ce sujet, et travaille actuellement sur la mise en place d'un cadre juridique des zones métropolitaines. En effet, même si ces dernières commencent à se développer dans les faits, elles n'ont pas actuellement d'existence juridique propre. L'expérience sur le sujet de la métropole bordelaise n'est pas négligeable. Elle tire aujourd'hui tous les effets de la décentralisation et de l'intercommunalité, et peut apporter son témoignage en matière de gouvernance locale.

Objectif : partager les connaissances et expériences notamment sur :

- les notions de gouvernance des métropoles, l'intercommunalité (fonctionnement administratif et politique, cadre juridique et environnement législatif)
- les réflexions stratégiques de prospective à l'échelle des zones métropolitaines.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : à déterminer

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Gouvernance des métropoles :  
Pôle Administration générale  
Direction des affaires juridiques  
Jacques Lajous, directeur (ou son représentant)  
Anne Raimat, directrice

Réflexions stratégiques et prospectives :  
Pôle Développement durable et rayonnement métropolitain :  
Direction des stratégies métropolitaines et de l'innovation :  
Etienne Lhomet, directeur

## **Action 2 : Gestion des grands projets urbains et planification**

Les projets urbains d'envergure font partie des outils de mise en oeuvre des stratégies d'aménagement et de développement des métropoles. Ils symbolisent le dynamisme des villes qui s'adaptent à un monde en perpétuelle évolution. Ce sont aussi des leviers puissants du renouvellement urbain et de l'expérimentation grandeur nature d'un urbanisme plus durable. Les métropoles s'appuient sur différents outils de planification tout en essayant d'apporter des réponses aux principaux défis à relever, tels que la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales, l'anticipation des mutations climatiques et énergétiques, le développement de l'emploi, l'excellence économique et son rayonnement dans le monde.

Objectif : partager nos connaissances notamment sur les divers instruments de planification utilisés sur nos deux territoires.

La Communauté Urbaine de Bordeaux illustrera notamment cette action par les directives imposées par la « Loi Solidarité et Renouvellement Urbain » (SRU) de 2000. Différents documents de planifications, comme le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) et le PLU (Plan Local d'Urbanisme), proposent un mode de développement plus économe, plus solidaire, plus équilibré, en un mot plus durable.

Le SCOT, document de planification à 20 ans, est le cadre de référence commun à l'ensemble des documents définissant les politiques sectorielles en matière d'habitat, d'environnement ou de déplacements.

### Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : à déterminer

### Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Pôle Dynamiques Urbaines :  
Direction de l'urbanisme :  
Jean – Baptiste Rigaudy, directeur  
A'Urba (à confirmer)

**Action 3 : Quels projets pour les métropoles ? transport et mobilité**

Le gouvernement fédéral de Guanajuato a créé en 2008 dans le domaine des transports et de la mobilité, un fonds pour le financement d'études et de projets de transports lourds pour encourager les nombreux projets de bus en site propre, de tramway ou de train de banlieues.

Pour répondre à une demande forte, l'état du Guanajuato projette de mettre en service un tram-train de 72 km afin de relier les zones urbaines de l'état de Léon.

Objectif : établir les bases pour le lancement d'un projet de tram – train sur la zone métropolitaine de Léon. Ce type de véhicule, dérivé du tramway, est en capacité de circuler à la fois sur des voies de tramway en ville, mais également que le réseau ferroviaire, ce qui permet de relier sans rupture de charge des destinations situées dans le péri-urbain, voire au – delà.

Dans un second temps, les échanges porteront sur la mise en place d'un plan de mobilité.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : à déterminer

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Pôle Mobilité :  
Direction des transports et de la mobilité durable : Marie-Pierre Gaiffas  
Direction des Grands Travaux et Investissements de Déplacement : Jean-Marc Roufet, Bruno Malek, Emmanuel Mazet

**Action 4** : Quels projets pour les métropoles ? eau et assainissement

Objectif : échanger sur la thématique « eau, assainissement » pour renforcer les services publics urbains auprès de la population et contribuer à un meilleur bien être des habitants.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : à déterminer

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Services publics urbains :  
Direction de l'eau : Nicolas Gendreau (ou son représentant).

**Action 5** : Quels projets pour les métropoles ? déchets

Objectif : échanger sur la thématique « déchets » pour renforcer les services publics urbains auprès de la population et contribuer à un meilleur bien être des habitants.

Les échanges méthodologique et techniques porteront plus spécifiquement sur la mise en place d'un plan de gestion de déchets solides.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : à déterminer

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Services publics urbains :  
Direction de la collecte et traitement des déchets : Daniel Faucher, directeur, (ou son représentant).

**Action 6** : Quels projets pour les métropoles ? culture et patrimoine

De plus en plus aujourd'hui, les métropoles mettent en place un travail de captation créative en développant de nombreux projets.

La métropole bordelaise dispose sur son territoire d'un Centre d'Architecture, qui s'organise autour de salles d'exposition et partage avec le CAPC- Musée d'art contemporain la halle de l'entrepôt construit en 1824. Porté par l'association Arc en Rêve, ce centre réalise un grand nombre d'expositions, de publications, de conférences et d'activités de tous ordres, destinés à un public très large. La ville de Léon souhaite quant à elle créer un musée de l'identité en s'appuyant sur l'expérience de l'Association Arc en Rêve.

Objectif : étudier la possibilité d'un projet d'installation du musée sur l'identité de la région métropolitaine de Léon en s'appuyant sur l'expérience d'Arc en Rêve. Un échange sur des manifestations culturelles est également envisagé.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG  
Référent du projet : Municipalité de Léon

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux  
Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération  
décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »  
Référent du projet : Arc en Rêve, centre d'architecture  
Francine Fort

**Action 7 : L'ingénierie financière de projets**

L'ingénierie financière de projet est un exercice délicat et complexe. Délicat, du fait de l'engagement des partenaires financiers sur des durées parfois longues. Complexe, du fait de la multiplication et de la sophistication croissante des outils financiers proposés. Par ailleurs, dans certains cas, des financements spécifiques en vue d'une assistance à maîtrise d'ouvrage peuvent être mobilisés.

Objectif : partager nos connaissances, expériences et savoir-faire dans le cadre de montage de projets à l'échelle d'une collectivité, plus spécifiquement concernant les possibilités de recherche de financement.

Référents pour la partie mexicaine :

Coordinateur : IPLANEG (Institut de planification de l'Etat de Guanajuato)  
M. Horacio Guerrero, directeur général de l'IPLANEG  
M. José Angel Soto Martinez, directeur Général de  
l'Aménagement du Territoire et de la Planification Régionale de  
l'IPLANEG

Référent du projet : Zone métropolitaine de Léon

Référents pour la partie française :

Communauté Urbaine de Bordeaux

Coordinateur : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Karine Michel, chef de service « Affaires internationales »

Référent du projet : Direction des relations internationales et de la coopération décentralisée,  
Anne Raimat, directrice  
Hélène Beaupetit, chef de service « Europe, réseaux et financements internationaux »